



PRÉAVIS DE GRÈVE

Face à la casse budgétaire de France Télévisions, mobilisons-nous !

Depuis plusieurs années, France Télévisions traverse une crise budgétaire d'une gravité inédite. Les rédactions, les activités de fabrication et les antennes régionales et ultramarines subissent de plein fouet des plans d'économies successifs qui hypothèquent leur avenir et celui des salarié.e.s qui les font vivre. Les annonces budgétaires du gouvernement pour 2027 sont catastrophiques et pourraient amener France Télévisions à engager 90 millions d'euros d'économies supplémentaires l'année prochaine en plus des 150 millions d'euros déjà supprimés en 2026.

Tout cela alors même que les besoins d'investissement, notamment numériques, ne cessent de croître. Ces perspectives nourrissent l'inquiétude de tous les personnels de l'entreprise à qui on demande par anticipation de revoir leur organisation de travail, le mode de fabrication de certaines émissions, ou de multiplier davantage la mutualisation des programmes et des journaux TV. Cette situation nous conduit vers de nouvelles suppressions de postes, une précarisation accrue de l'emploi et un affaiblissement durable du service public audiovisuel.

Le SNJ refuse le fatalisme et agit pour préserver l'emploi, les activités, la qualité de l'information, le pluralisme, la diversité des programmes et la présence de France Télévisions sur l'ensemble du territoire.

Nous revendiquons :

- Un plan de financement pluriannuel et un engagement ferme sur le budget 2027 à la hauteur des ambitions et des missions dévolues au service public audiovisuel, conformément à la réglementation européenne qui rappelle que « *les médias de service public disposent de ressources financières suffisantes, durables et prévisibles correspondant à l'accomplissement de leur mission de service public et leur permettant de se développer dans le cadre de celle-ci* » ;
- Le renoncement immédiat et sans condition à tout plan de suppression de postes ;
- Un engagement sur la pérennité des sites régionaux de la Fabrique et le maintien de l'ensemble des activités de fabrication ;
- Des moyens supplémentaires pour l'information et les programmes régionaux et ultramarins, garants de la proximité et de la diversité de l'offre du service public ;
- Le renforcement des effectifs dédiés à l'information, notamment pour les équipes de reportage ;
- L'ouverture de négociations sur de nouveaux droits collectifs pour les rédactions de France Télévisions, en particulier les dispositifs liés à la nomination des dirigeants éditoriaux (« *droit de veto* » ou « *droit d'agrément* ») et aux motions de défiance.

Pour faire aboutir ces revendications, le SNJ appelle l'ensemble des journalistes de France Télévisions à se mobiliser et à se mettre en grève :

le mercredi 23 septembre 2026 de 14h à 23h59

et à participer au rassemblement revendicatif, à 17h devant le ministère de la Culture, place du Palais-Royal à Paris.

Paris, le 17 septembre 2026